



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 19 FÉVRIER 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 13 février 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 19 février 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Denis COLLET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,  
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,  
Nathalie ROMANET,  
Thomas GIRARD.

Cette année, le projet d'échange entre les collèges de Brembilla et Nantua est reconduit. Pour cette session 30 collégiens italiens seront accueillis alors qu'en 2023 ils n'étaient que 13. Ils arriveront le 05 mai prochain.

C'est une réussite pour le jumelage et surtout une chance pour les élèves. Toutefois, l'augmentation des effectifs à un fort impact sur le coût du projet.

Les collégiens italiens bénéficient d'un financement total du projet par la commune de Brembilla. Côté Nantua, une participation de 150 euros est demandée aux familles, ce qui ne couvre que les transports. Des actions d'autofinancement sont menées par les collégiens sous l'impulsion de leur professeur d'Italien.

Le comité de jumelage a donné son accord pour verser une subvention de 600 euros.  
Il manque encore 1000 euros pour équilibrer le budget.

Aussi, compte tenu de l'intérêt pédagogique et culturel de cet échange, qui participe au dynamisme du jumelage avec la ville de Brembilla,

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 1000 euros au Foyer Socio-éducatif du Collège Xavier BICHET pour l'organisation de l'échange linguistique avec la ville jumelée de Brembilla
- **DIRE** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2024

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 22/02/2024

Reçu en préfecture le 22/02/2024

Publié le

Berger  
Levrault

ID : 001-210102695-20240219-DR202405-DE

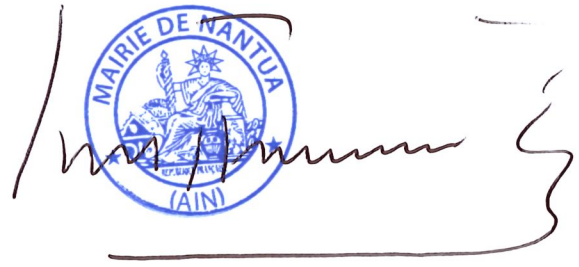
Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.